

URGENCE FAMILLES A LA RUE A PAU

Alerte lancée par le Collectif pour le Respect des Droits des Etrangers solidarité-migrants et Réseau Éducation Sans Frontière

Les droits fondamentaux et la protection des plus faibles bafoués

Ce lundi a lieu le débat à l'Assemblée Nationale sur la politique migratoire de la France ; regardons la réalité et « le sujet de l'immigration en face », comme nous y invite le Président de la République.

Aujourd'hui à Pau la situation des demandeurs d'asile déboutés, demandant un titre de séjour en raison des dangers encourus dans leur pays et de leur vulnérabilité, nous alerte.

Cet été neuf familles ont reçu un courrier annonçant la fin de leur hébergement d'urgence. Un recours auprès du tribunal administratif de Pau a ordonné pour huit d'entre elles la mise à l'abri le temps de l'examen de leur demande d'asile et de leur situation administrative. L'Etat a fait appel de cette décision par la ministre des solidarités et de la santé auprès du Conseil d'Etat celui-ci a infirmé cette décision mettant ainsi fin à l'hébergement d'urgence pour deux familles. Pour une 3^{ème} famille, c'est le Conseil Départemental qui fait appel devant le juge des référés du Conseil d'Etat. L'audience a lieu mercredi 10 oct à 10h à Paris. Cette famille a déjà reçu une fin d'hébergement d'urgence, c'est à dire une mise à la rue à compter de vendredi 11 oct, comme les deux autres familles déboutées de leurs demandes d'asile et leurs enfants scolarisés à Pau.

L'ordonnance prononcée par le Conseil d'Etat le 30 septembre ne reconnaît pas notamment « les risques graves pour la santé et la sécurité » des enfants dans cette décision.

Déjà neuf enfants à la rue ce vendredi et une maman enceinte de huit mois

Alors que nous célébrons les 30 ans de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant, ratifiée par la France, nous ne pouvons qu'être consternés par la non considération des droits fondamentaux des enfants : vivre près de leurs parents, vivre en sécurité, sous un toit, aller à l'école, accéder aux soins et la nourriture.

Pourtant ces familles à la rue vivent près de chez nous, à Pau, d'autres sont en grande précarité et ne bénéficient d'aucune aide du fait de leur situation administrative. Les enfants ne peuvent être victimes de cette situation.

Vendredi prochain, à Pau neuf enfants et leurs parents seront à la rue, dont une femme enceinte de huit mois avec ses 2 enfants de 4 et 10 ans, une autre famille avec deux jeunes enfants, encore une autre avec 2 enfants de 10 et 12 ans. D'autres sont déjà dans une précarité extrême avec trois enfants de 5, 7 et 8 ans dormant dans une voiture. De plus des courriers annonçant la fin de leur hébergement pour fin octobre ont aussi été adressés à deux autres familles.

Comment peut-on accepter cela dans notre ville ? Des enfants en danger sans compter l'état de santé très précaire et préoccupant des parents. Cela se passe dans nos écoles, Marancy, Les Fleurs, Trianon, Gaston Phoebus, collèges Clermont et Pierre Emmanuel.

Appel humanitaire

Nous, collectifs d'associations, demandons au Conseil Municipal de Pau, à vous monsieur le Maire, de vous porter solidaires, de parrainer ces familles, en place de l'Etat défaillant comme nous le laissait espérer votre déclaration monsieur Bayrou en 2009 lors de votre participation au rassemblement organisé par RESF sur le parvis de la cathédrale Notre Dame en soutien aux familles de déboutés menacées d'expulsion.

Nous vous demandons de faire intégrer au plan hivernal l'hébergement d'urgence à titre humanitaire, pour tous, selon le principe de fraternité reconnu par le Conseil Constitutionnel, afin que toutes ces familles avec leurs enfants scolarisés puissent vivre en sécurité à Pau.

Aucune famille à la rue, personne ne doit rester à la rue surtout pas les enfants !

Réseau Education Sans Frontière : CNT, FSU, LDH, MRAP, SE-UNSA



Collectif pour le Respect des Droits des Etrangers :

ACAT, Amnesty International, Bienvenue 64, CCFD-Terre Solidaire, FAI-Services Migrants, FSU, Humanité solidarité64, La Cimade, LDH, Médecins du Monde, MRAP, Pastorale des migrants, P.O.U.R, Syndicat Avocats France, Secours-Catholique-Caritas-France